



**HAL**  
open science

# Politisations populaires et rapports au Parti à travers la vie interne du PCF. Éléments pour une histoire infrapolitique du communisme français.

Paul Boulland

## ► To cite this version:

Paul Boulland. Politisations populaires et rapports au Parti à travers la vie interne du PCF. Éléments pour une histoire infrapolitique du communisme français. : Intervention au séminaire “ Histoire sociale et économique du politique, histoire politique du social et de l’économie ” (Michel Margairaz, Michel Pigenet, Danielle Tartakowsky), le 3 novembre 2011.. Histoire sociale et économique du politique, histoire politique du social et de l’économie, Nov 2011, Paris, France. halshs-02265739

**HAL Id: halshs-02265739**

**<https://shs.hal.science/halshs-02265739>**

Submitted on 12 Aug 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Politisations populaires et rapports au Parti à travers la vie interne du  
PCF. Eléments pour une histoire infrapolitique du communisme  
français.**

Intervention au séminaire « Histoire sociale et économique du politique, histoire politique du social et de l'économie » (Michel Margairaz, Michel Pigenet, Danielle Tartakowsky), le 3 novembre 2011.

Je remercie les organisateurs du séminaire de m'avoir convié à présenter mes travaux, invitation à laquelle je suis d'autant plus ravi de répondre qu'elle me donne l'occasion de reprendre et de prolonger la discussion entamée avec Michel Pigenet lors de ma soutenance de thèse<sup>1</sup>, mais dans des conditions de stress et de température un peu plus normales que celles de la Sorbonne ce jour-là.

J'ajoute que je me sens d'autant plus « à l'aise » pour prolonger ce débat dans le cadre du présent séminaire que je pourrai aisément faire mienne son hypothèse de départ, selon laquelle :

« la domination exige et suppose l'adhésion, ce qui ne veut pas dire l'acceptation, des « sujets » qu'elle entend soumettre. Dans cette perspective, elle privilégie l'analyse des relations entre les acteurs, vues comme la matrice même du pouvoir et tente de mettre en évidence l'échange, même déséquilibré, entre ceux qui détiennent le pouvoir et ceux qui le subissent, mais ne sont pas dénués de ressources. »

Je ne dis pas cela parce « qu'à Rome il faut faire comme les Romains » mais bien parce que cette approche me paraît tout à fait correspondre à l'objectif d'une « histoire sociale du politique » telle que je me suis efforcé de l'appliquer à mon objet. Et elle recoupe largement les éléments que je vous soumettrai aujourd'hui, ce que j'ai provisoirement appelé, dans la conclusion de ma thèse, la proposition d'une « histoire infrapolitique du communisme français ». Pour

---

<sup>1</sup> BOULLAND P., *Acteurs et pratiques de l'encadrement communiste à travers l'exemple des fédérations PCF de banlieue parisienne (1944-1974)*, Thèse de doctorat d'histoire, Université Paris 1, 2011, p. 191-197.

explicitier cet intitulé qui peut sans doute paraître un peu ésotérique, il me faut tout d'abord revenir sur mes recherches sur le Parti communiste, plus particulièrement sur les fédérations et les cadres communistes de banlieue parisienne. Sans vous assommer avec un résumé de ma thèse, je présenterai les principaux enjeux (historiographiques, méthodologiques, interprétatifs) et les principales conclusions qui me conduisent aux propositions que j'exposerai dans un second temps.

### **La thèse**

Mon travail se concentre sur le fonctionnement du Parti communiste français, sur les pratiques et les mécanismes de sa gestion interne. Toutefois, dès le départ ou presque, mon projet était aussi d'aborder cette histoire par le point d'entrée des militants. J'ai donc particulièrement mis l'accent sur les mécanismes de constitution des élites militantes communistes et sur l'encadrement à tous les sens du terme, c'est-à-dire à la fois le dispositif d'encadrement, le personnel encadrant et sur l'activité et les pratiques politiques ou militantes de ces derniers.

### **Les sources**

Bien sûr, le sujet n'était pas totalement nouveau mais j'ai bénéficié du contexte favorable avec l'ouverture des archives du communisme français, qui permettait d'envisager de nouvelles approches et de nouveaux éclairages sur ces questions. Sans entrer dans le détail, je voudrai dire quelques mots sur les sources dont j'ai pu bénéficier puisqu'elles sont bien sûr au centre du cadre interprétatif que j'ai pu mettre en place.

Comme vous le savez, les archives de la direction du PCF postérieures à 1944 sont accessibles depuis maintenant une quinzaine d'année et consultables aux archives départementales de Seine-Saint-Denis.

Au-delà de ces sources désormais bien connues (archives des congrès, du Comité central, du Bureau politique, secrétariat du parti, sections centrales), j'ai également eu accès à d'autres sources qui éclairent de manière relativement nouvelle la vie interne du PCF et en premier lieu la question de ses cadres :

- D'abord les dossiers biographiques, les « bios », conservés encore aujourd'hui Place du Colonel Fabien et accessibles par dérogation à quelques chercheurs, notamment à l'équipe du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*.
- Ensuite les archives des fédérations communistes de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne qui comportent elles aussi de très nombreux dossiers biographiques et d'autres archives de direction, portant sur le fonctionnement fédérale et local dans le Val-de-Marne, ou de nombreux dossiers de conflit en Seine-Saint-Denis. Les archives de direction de la Fédération du Val-de-Marne sont désormais accessibles aux AD du Val-de-Marne. J'ai appris récemment que les Archives de la Fédération de Seine-Saint-Denis, très riches, sont malheureusement redevenues inaccessibles en raison du déménagement de la fédération.

### **Positionnement historiographique**

L'exploitation des dossiers biographiques me situait assez naturellement dans le prolongement à la fois problématique et chronologique des travaux de Claude Pennetier et Bernard Pudal sur ce qu'ils ont appelé les « autobiographies communistes d'institution<sup>2</sup> » et plus largement sur la politique d'encadrement dans l'entre-deux guerres.

Ces matériaux rendaient également possible une approche biographique ou plus exactement prosopographique et sociobiographique qui permettait de retrouver

---

<sup>2</sup> PENNETIER C. et PUDAL B. (dir.), *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*, Paris, Belin, 2002.

toute la profondeur du social, des trajectoires sociales, au contraire des analyses qui jusque-là devaient se contenter de sources imprimées ou de sources internes très partielles pour la période de l'après-guerre. Dans le domaine de l'analyse du personnel politique communiste les travaux antérieurs comme ceux d'Annie Kriegel sur « l'ethnographie du communisme français<sup>3</sup> » avait eu le mérite de mettre en place un grand nombre de questionnements et d'outils méthodologiques mais avec des sources limitées. Autre exemple, les travaux de Philippe Buton sur l'appareil communiste de guerre Froide<sup>4</sup> s'appuyaient uniquement sur les carnets Lecoer, soit sur des listes présentant les principales caractéristiques des dirigeants fédéraux à un instant T, au début des années 1950 : ces documents ne permettaient pas de saisir des évolutions et ils ne disaient rien de la trajectoire sociale et de la carrière militante des cadres.

Pour simplifier quelque peu, le principal effet de ces limites de sources était que les études étaient naturellement conduites à conclure aux succès du système d'encadrement, au constat que le système parvenait effectivement à produire le personnel politique qu'il prétendait former<sup>5</sup>.

Ce constat n'est toutefois pas seulement une affaire de sources ou d'effet de sources. Il découle également du postulat inhérent aux paradigmes que pour résumer, je classerai sous la catégorie de « totalitaires ».

Selon moi, ces paradigmes se caractérisent par le primat qu'ils accordent en dernière analyse aux facteurs politiques et idéologiques comme facteur explicatif des phénomènes communistes. Ainsi, le modèle de la contre-société développé par Annie Kriegel manifeste un intérêt réel pour des facteurs sociaux ou culturels mais dans le cadre d'un objet qui selon l'auteure reste

---

<sup>3</sup> KRIEDEL A. et BOURGEOIS G., *Les communistes français dans leur premier demi-siècle 1920-1970*, Paris, Seuil, 1985.

<sup>4</sup> BUTON P., « L'appareil de la guerre froide. Les secrétariats fédéraux du PCF au début des années 1950. », *Communisme*, L'Age d'Homme, n°10, 1986, p. 80-91 et « Une génération évincée ? La recomposition des directions du Parti communiste français à la Libération », *Communisme*, L'Age d'Homme, 1992, n° 29-31, p. 44-58.

<sup>5</sup> Pour une analyse détaillée de ce problème méthodologique et interprétatif, voir BOULLAND P., « 'Des hommes quelconques' ? La politique des cadres au crible de la sociobiographie » in C. Pannetier et B. Pudal, *Le sujet communiste. Identités militantes et laboratoires du « moi »*, Rennes, PUR, 2014, p. 191-216.

« principalement caractérisé par sa dominante politique<sup>6</sup> », par son articulation au projet bolchévique ou soviétique. De même, le modèle de la double dimension téléologique et sociétale développé, entre autres, par Marc Lazar et Stéphane Courtois<sup>7</sup> conduit de fait à dissocier l'idéologique du social pour montrer la soumission du second au premier ou au moins la captation du second par le premier. Et ce d'autant que cette distinction se caractérise le plus souvent par des travaux qui en pratique débouchent sur un traitement dissocié de l'une ou l'autre dimension mais pas sur leur articulation.

Ma volonté était en quelque sorte d'échapper au régime d'exception dans lequel ces modèles interprétatifs confinaient le Parti communiste, autour des notions de « parti totalitaire », de « contre société » et plus ou moins implicitement de « société secrète établie au grand jour<sup>8</sup> » (explicitement chez Marc Lazar<sup>9</sup>, implicitement chez Annie Kriegel).

Là encore, ces lectures me paraissent en réalité prendre au pied de la lettre, sans les questionner, les prétentions de l'institution communiste, notamment ses prétentions à l'unité politique et organique, à la discipline, à l'adhésion inconditionnelle de ses membres.

S'agissant du fonctionnement interne, je voulais considérer le PCF comme un parti comme les autres, et donc comme un parti dans lequel existait bel et bien une compétition interne, des concurrences et des logiques d'affrontement qui n'étaient pas simplement politiques au sens étroit, mais bien des concurrences sociales et symboliques pour les postes et pour la légitimité politique.

Surtout, s'agissant des militants, je me refusais à raisonner en termes de « foi », ou de « croyance », ce qui le plus souvent découle sur des jugements évaluatifs sur le mode de « l'aveuglement ».

---

<sup>6</sup> KRIEDEL A. et BOURGEOIS G., *op. cit.*

<sup>7</sup> COURTOIS S. et LAZAR M., *Histoire du Parti communiste français*, Paris, PUF, 2000 (2<sup>e</sup> édition).

<sup>8</sup> La généalogie de cette formulation remonte aux travaux d'Alexandre Koyré (KOYRE A., *Réflexions sur le mensonge* (1943), Paris, Allia, 1998.) puis d'Hanna Arendt (ARENDR H., *Le système totalitaire* (1951), Paris, Seuil, 2005.)

<sup>9</sup> LAZAR M., *Le communisme : une passion française*, Paris, Perrin (Tempus, 2<sup>e</sup> édition), 2005, p. 115-128.

Cela recoupe d'autres débats historiographiques, autour des questions « de l'obéissance ». Je pense en particulier aux travaux d'André Loez sur la Première guerre mondiale<sup>10</sup> et sur les « refus de guerre » ou à une note de lecture de Nicolas Mariot qui traitait de questions connexes et qui s'intitulait « Faut-il être motivé pour tuer ?<sup>11</sup> ». L'objectif était en quelque sorte de retourner aux conditions et aux pratiques sociales qui ont pu produire les apparences de la « foi » et de la « croyance » mais sans postuler la réalité de celles-ci. Pour paraphraser une formule de Johanna Siméant, il s'agissait de se concentrer sur une sociologie ou une histoire sociale des pratiques et non des états intérieurs, « contre la tendance à inférer des pensées ou des volontés d'actes à partir de ces états intérieurs considérés comme facteurs explicatifs<sup>12</sup> ». J'y reviendrai en détail à plusieurs reprises.

Dans ces conditions, l'enjeu était d'appréhender l'existence d'un dispositif de contrôle des postes et des habitus militants, d'observer ses effets, mais sans supposer a priori l'efficacité de ce dispositif, sans considérer a priori que le dispositif était ou faisait ce qu'il prétendait être ou faire, et sans considérer que les acteurs étaient sans ressources face à ce dispositif.

L'autre aspect historiographique que j'évoquerai rapidement est celui du positionnement de mon objet à l'intersection entre d'un côté l'étude de la direction du parti à l'image de la sociologie historique que proposait Bernard Pudal dans sa thèse et dans son ouvrage *Prendre parti*<sup>13</sup> et de l'autre, des études plutôt tournées vers « la base » et vers les usages sociaux du communisme comme celle de Julian Mischi<sup>14</sup>. Intersection entre ces deux approches au sens

---

<sup>10</sup> LOEZ A., *14-18 Les refus de guerre : une histoire des mutins*, Paris, Folio Histoire, 2010.

<sup>11</sup> MARIOT N., « Faut-il être motivé pour tuer ? Sur quelques explications aux violences de guerre », *Genèses*, n°53, 2003, p. 154-177.

<sup>12</sup> SIMEANT J., « 'Si cette putain de guerre pouvait finir...' ». Des hommes, leurs mutineries, une théorie des pratiques protestataires », *Genèses*, n°82, 2011, p. 150-157.

<sup>13</sup> PUDAL B., *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la FNSP, 1989.

<sup>14</sup> MISCHI J., *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, Rennes, PUR, 2010.

où je me suis situé au niveau intermédiaire de l'appareil, mais avec un regard tourné vers les sommets pour ce qui est de l'histoire de la politique des cadres et du dispositif général du parti, mais aussi tourné vers la base à travers les pratiques des cadres en direction des militants locaux.

Toutefois, comme me le fait toujours remarquer mon camarade Julian Misch qui pour sa part est très attaché aux configurations « périphériques » du communisme (au sens géographique ou social avec son intérêt pour le communisme rural), mon tropisme était plutôt vers le modèle partisan central puisqu'avec la banlieue parisienne, je me situe dans un contexte qui correspond au cœur du modèle communiste, tant par la proximité avec la direction nationale, par l'importance de l'implantation communiste, par la centralité du groupe ouvrier, etc.

### **Architecture théorique**

J'en viens au modèle interprétatif que j'ai mobilisé pour mener l'histoire sociale de l'encadrement communiste. Ce cadre est en quelque sorte une architecture à trois étages qui se sont assemblés progressivement.

Le premier étage est celui de l'analyse des dispositifs et des outils de l'encadrement pour lequel j'ai emprunté aux travaux de Michel Foucault sur l'économie de la discipline et les technologies de pouvoir. Ces modèles étaient particulièrement utiles pour analyser notamment les dispositifs biographiques. Toutefois, il m'est toujours apparu qu'il fallait distinguer entre « la volonté d'emprise<sup>15</sup> » manifestée par ces dispositifs et la réalité de leur emprise sur les militants. Pour reprendre les propos de Foucault dans *Surveiller et punir*, et qui recoupent à mon sens la démarche du séminaire que citais tout à l'heure : « le

---

<sup>15</sup> PENNETIER C. et PUDAL B., « La volonté d'emprise. Le référentiel biographique stalinien et ses usages dans l'univers stalinien (éléments problématiques). » in C. PENNETIER et B. PUDAL (dir.), *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*, Paris, Belin, 2002, p. 15-39.

pouvoir n'est pas une propriété ou un attribut que l'on exerce, c'est une relation qui traverse les sujets et s'appuie sur eux, y compris sur leurs résistances.<sup>16</sup> »

Dans une certaine mesure, les modèles foucaaldiens décrivent des intentions, des modèles théoriques qu'il faut confronter à la réalité des pratiques sociales.

De ce point de vue, le modèle des « institutions totales » proposé par le sociologue Erwing Goffman<sup>17</sup>, qui constitue le second étage de mon cadre théorique, permettait de retraduire ces enjeux de discipline et de pouvoir sur le terrain des pratiques sociales. L'application au Parti communiste de ce modèle sociologique développé à partir des institutions psychiatriques et pénitentiaires avait été suggérée par Pierre Bourdieu et déjà mise en œuvre par Jeanine Verdès-Leroux dans son travail sur les intellectuels communistes<sup>18</sup>. Toutefois, cet usage comportait de nombreux biais, liés entre autres à l'objet que s'était fixé Verdès-Leroux (les intellectuels) et pour aller vite, à une application à sens unique du modèle, centrée sur le pouvoir de l'institution sur ses membres, sur les procédures de contrainte, alors que justement tout l'intérêt de la sociologie de Goffman réside dans son analyse de la diversité des attitudes à l'égard de l'institution, de « l'adaptation primaire<sup>19</sup> » à diverses formes de mise à distance. Le « dernier étage de la fusée » si j'ose dire, est celui de la sociologie de Pierre Bourdieu à la fois pour analyser les trajectoires sociales des militants, leurs positions et leur capital politique et militant ou leur rapport au travail politique.

Bernard Pudal indiquait lors de ma soutenance que mon usage de la notion bourdieusienne de « champ » était quelque peu « expressionniste ». Il avait tout à fait raison et à vrai dire je m'en étais moi-même rendu compte mais seulement deux jours avant la soutenance. Mieux vaut tard que jamais mais, en dépit de mon sujet, il ne me paraissait pas tout à fait judicieux de procéder à mon

---

<sup>16</sup> FOUCAULT M., *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975, p.254

<sup>17</sup> GOFFMAN E., *Asiles*, Paris, Editions de Minuit, 1968.

<sup>18</sup> VERDES-LEROUX J., *Au service du Parti. Le parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956)*, Editions de Minuit/Fayard., 1983.

<sup>19</sup> GOFFMAN E., *op. cit.*, notamment p. 245 et suivantes.

autocritique lors de la soutenance. En pratique, la notion de champ et l'idée de parler d'un « champ communiste » m'a été très utile pour sortir de « l'effet de réel<sup>20</sup> » auquel pouvaient conduire les métaphores asilaires ou pénitentiaires puisés chez Goffman comme chez Foucault. Elle permettait d'envisager le parti comme espace **social**, sans y plaquer l'analogie avec un espace « **matériel** », ses enceintes, ses murs, ses barrières. Mais aujourd'hui, je considère qu'il est plus judicieux de réserver la notion de champ à la direction du Parti communiste et d'envisager pour l'ensemble du parti la notion de « milieu partisan » qu'utilise Frédéric Sawicki à propos du Parti socialiste<sup>21</sup>.

### **Principales conclusions :**

J'en viens aux principales conclusions qui ressortent de mes recherches et qui me paraissent utiles dans la perspective tracée par le séminaire.

#### **La « politique des cadres »**

Les premières concernent la « politique des cadres » c'est-à-dire les orientations et le dispositif qui présidaient à la sélection des militants. Je me suis efforcé de démontrer que cette politique des cadres était à la fois le signe et l'un des enjeux des luttes symboliques et des conflits de légitimité qui travaillaient et déterminaient le champ de la direction communiste.

Sur ce terrain, l'un des principaux exemples est celui de la question de la Résistance et de la place des résistants dans la direction du PCF.

On le sait, avec la Guerre froide, le Parti communiste a procédé à la mise à l'écart, plus ou moins brutale, de nombreuses figures de la Résistance intérieure. Ce que j'ai voulu montrer c'est qu'on ne pouvait pas comprendre ces phénomènes par des explications plus ou moins psychologisantes autour de la question du parcours de Maurice Thorez, réfugié en URSS durant la guerre, ni plus généralement autour d'un clivage entre résistants et non-résistants. En règle

---

<sup>20</sup> BARTHES R., *Littérature et réalité*, Paris, Seuil, 1982.

<sup>21</sup> SAWICKI F., *Les réseaux du Parti socialiste : sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997.

générale, on signale surtout ce phénomène à propos du Congrès de 1950, qui marque le durcissement de la ligne de guerre froide et certains changements « spectaculaires » dans la composition du Comité central. C'est en particulier ce que met en avant Philippe Buton<sup>22</sup>. En réalité, dès 1944 et jusqu'au milieu des années 1950, le problème de la gestion du personnel politique communiste est de rétablir les critères de légitimité propres au communisme et tournés vers la promotion de cadres ouvriers, formés à la lutte syndicale et politique par et dans le parti. Surtout, les clivages ne s'opèrent pas entre résistants et non-résistants mais dans la manière dont le passé résistant a été ou non valorisé dans l'immédiat après-guerre, en gros entre 1944 et 1947. Dans cette perspective, le problème est celui des « grands résistants » c'est-à-dire ceux auquel l'action et le prestige héroïques avaient conféré un capital politique et une légitimité extérieurs au seul cadre partisan ; ceux que l'on retrouve à ce titre dans des positions prestigieuses ou dans des postes d'élus. Au contraire, de nombreux résistants, souvent les plus jeunes, ont replongé dans des activités de base dans l'immédiat après-guerre, repris le travail, l'action syndicale et l'organisation du parti.

Pour prendre d'autres exemples qui ne figurent pas dans ma thèse mais sur lesquels je travaille actuellement, on voit bien tout le travail qui s'opère en province pour rétablir l'ordre partisan. En 1944-1945 de nombreux députés sont des figures locales de la Résistance, valorisés comme tels lors des élections. Souvent, notamment dans les régions où l'essor du communisme est récent, ils se retrouvent à la fois élus et dirigeants fédéraux. A la fin des années 1940 et au début des années 1950, il y a un intense travail de la direction pour dissocier ces types de responsabilités (élus/dirigeants politiques) qui conduit ensuite à la marginalisation plus ou moins marquée des figures résistantes. Dès lors que le

---

<sup>22</sup> BUTON P. « Une génération évincée ? », *art. cit.*

reflux électoral les prive de leur mandat, ils ne retrouvent pas de place dans l'appareil<sup>23</sup>.

Ce cas particulier des résistants m'amène à la question plus générale des « affaires » qui émaillent l'histoire du communisme français, particulièrement au début des années 1950, mais aussi plus tard avec l'affaire Casanova-Servin au début des années 1960 ou plus tard avec la seconde affaire Tillon en 1970.

Le traitement classique des affaires pose problème. Invariablement, les exclusions tendent à proposer des récits de victimes et de bourreau, d'accusation outrancières, de motifs et de procédé iniques. Le problème est que les « affaires » (Marty-Tillon, Lecoœur, etc) ou certaines évictions comme celles des résistants justement, sont toujours abordées sous cet angle moral étayé par une forme de légende noire du PCF<sup>24</sup>. Ces « grandes affaires » sont en pratique celles qui correspondent à la définition de Luc Boltanski<sup>25</sup>, celles qui se déplacent sur la scène publique, dans une controverse qui fait appel aux sentiments d'empathie à l'égard des « victimes ». Le problème est qu'on se focalise dès lors sur les seules « victimes » qui disposent des ressources pour opérer ce déplacement vers la scène publique, les intellectuels, les résistants, etc. Et si l'on se contente de réfuter les « mensonges du parti » ou ses procédés inique, on reste finalement dans le cadre d'une prise de position dans la controverse publique, même à distance dans le temps.

Ma manière de traiter ces questions a largement bénéficié de l'apport des archives qui m'ont offert de multiples cas d'affaires, de conflits et d'exclusion qui n'ont rien à voir avec ces controverses publiques, qui se déroulaient « à la base » et touchaient des militants « du rang ». Cela m'a permis d'aborder

---

<sup>23</sup> Voir par exemple les parcours de [Louis Guiguen](#) dans le Morbihan, [Gabriel Paul](#) dans le Finistère, ou [Felix Garcia](#) dans les Landes.

<sup>24</sup> Les plus récents exemples se concentrent notamment sur la période de la Seconde guerre mondiale : BERLIÈRE J.-M. et LIAIGRE F., *Liquider les traîtres. La face cachée du PCF (1941-1943)*, Paris, Robert Laffont, 2007 ; BERLIÈRE J.-M. et LIAIGRE F., *L'affaire Guy Môquet. Enquête sur une mystification*, Paris, Larousse, 2009 ; BOULOUQUE S. et LIAIGRE F., *Les listes noires du PCF*, Paris, Calmann-Lévy, 2008 ; BOULOUQUE S., *L'affaire de l'Humanité*, Paris, Larousse, 2010.

<sup>25</sup> BOLTANSKI L., *La souffrance à distance*, Paris, Métailié, 1993.

globalement toutes ces affaires comme un mode de gestion du parti. Autrement dit, s'il n'est absolument pas question d'adopter le point de vue de l'institution et des dirigeants ni de reprendre leurs accusations, il faut malgré tout « prendre au sérieux » le « problème » que posaient les militants exclus.

On le voit bien avec ce que je disais précédemment sur les résistants.

Cette approche globale des affaires et plus largement des enjeux et des conflits de légitimité qui travaillent le groupe dirigeant possède selon moi de véritables vertus explicatives pour comprendre les positions et les prises de position politique.

C'est par exemple le cas pour l'éviction de Laurent Casanova et Marcel Servin en 1961-1962. Grâce à l'analyse de sources nouvelles puisées cette fois du côté des archives de Maurice Thorez<sup>26</sup>, j'ai pu montrer que l'enjeu de l'affaire Casanova-Servin était très directement fondé sur la réaffirmation de l'autorité politique de Thorez et surtout au-delà d'un certain type de cadre ouvrier face à la concurrence émergente des « intellectuels » et à leur velléités de contribuer à la l'élaboration politique dans le parti. On le voit très clairement dans des documents inédits qui montrent toute l'extension de la procédure d'éviction vers des militants et des cercles intellectuels.

On peut aussi comprendre en ce sens certaines décisions politiques.

A partir des années 1960, le PCF tente en quelque sorte de s'adapter à la perte de la valeur d'usage du stalinisme après 1956. Le service des cadres prend ainsi acte d'une certaine évolution des sensibilités qui disqualifie progressivement ses méthodes de gestion comme le contrôle biographique, de moins en moins acceptable pour les militants. Il est aussi très fortement soumis aux transformations sociales qui traversent toute la société française. Il cherche par exemple à développer son action et son implantation parmi les « ITC » les

---

<sup>26</sup> Arch. Nat. 626 AP/284.

« ingénieurs, techniciens et cadres » avec de véritables effets sur la composition du personnel politique.

Le PCF se retrouve globalement confronté à un corps militant massivement investi par des catégories non-ouvrières après 1968, et en particulier par les enseignants. Tout au long des années 1960 et des années 1970, on peut observer l'inquiétude grandissante du service des cadres face à la place croissante des enseignants dans les organismes fédéraux, en province plus qu'en banlieue parisienne, mais aussi à Paris ville. Dans le même temps, il s'est départi d'une partie de ses outils de contrôle sur le corps militant, ne conservant que les outils statistiques pour observer l'évolution de la composition sociale de l'encadrement mais sans réels moyens d'agir.

Ce contexte interne débouche très directement sur la rupture du Programme commun comme « politique de ré-identification », de « retour à l'originalité du parti » selon la formule de Georges Marchais<sup>27</sup>, c'est-à-dire de retour à la valorisation des cadres et militants ouvriers. Cela apparaît très clairement dès 1974, alors que s'opère le premier virage politique vers la rupture lors de la préparation du Congrès.

#### **Sélection ou orientation des militants ?**

J'en viens maintenant à l'étude des cadres fédéraux et des mécanismes de leur promotion. Le problème d'un paradigme exclusivement centré sur l'idée de « sélection » des militants est qu'il adopte en pratique le point de vue de l'institution, qui choisirait entre « bons et mauvais militants », en considérant que la promotion va de soi pour les militants eux-mêmes. Cela revient à négliger le point de vue des acteurs pour lequel justement la « promotion » ne va pas nécessairement de soi.

---

<sup>27</sup> PUDAL B., *Prendre parti, op. cit.*, p. 309-319.

J'ai abordé ces processus de promotion sous l'angle de la professionnalisation de l'activité politique et militante, au sens large, c'est-à-dire en n'envisageant pas seulement le fait de devenir permanent, mais plus largement en interrogeant les processus de formation, d'acquisition de savoir-faire, etc qui sont à l'œuvre, dans la perspective de l'ouvrage dirigé par Michel Offerlé sur *La profession politique*<sup>28</sup>.

Ce que l'on constate dans l'étude des carrières c'est qu'un certain nombre de militants refusent plus ou moins explicitement la promotion : ils ne participent pas aux activités et aux réunions, ils se cantonnent à une activité dans leur usine ou dans leur quartier, etc. De même, une partie des militants que l'on pourrait définir comme principalement syndicaliste, manifestent leur distance à l'égard des exigences de l'activité politique et affirment leur prédilection pour l'activité syndicale<sup>29</sup>.

Parmi les militants ouvriers, ces attitudes manifestent une volonté de maintenir le lien à l'usine, au groupe ouvrier ou au métier, de manière directe en refusant le statut de permanent ou les activités hors de l'entreprise, ou sur un mode intermédiaire, en maintenant un lien plus direct à l'identité ouvrière par le biais du syndicalisme. Très clairement, il s'agit là de réticences à la professionnalisation et aux implications symboliques associées au type de rôle et de posture que le parti demande d'endosser. L'enjeu de la promotion c'est celui du déplacement dans un autre univers étranger à la culture ouvrière comme le décrit Michel Verret :

« Un autre espace, aussi loin de l'usine que de la maison : espace public, surélevé en espace officiel. D'autres savoirs : savoirs de lecture et d'écriture, de rhétorique argumentative, de régulation juridique, aussi étrangers aux ouvriers que peuvent l'être l'école et le bureau. D'autres pratiques enfin, car il s'agit ici non d'administrer les choses, mais de gouverner les hommes. Et cet art-là, art de commandement, art de persuasion, art de combinaison entre persuasion et commandement, la masse ouvrière en est toute sa vie l'objet, non le sujet.<sup>30</sup> »

---

<sup>28</sup> OFFERLE M. (dir.), *La profession politique XIXe-XXe*, Paris, Belin, 1999

<sup>29</sup> BOULLAND P., « Sortir du rang ? Rapports à l'usine des cadres ouvriers communistes », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°195, 2013, p. 54-71.

<sup>30</sup> VERRET M., *La culture ouvrière*, Paris, L'Harmattan, 1988, p. 224.

C'est très directement ce à quoi sont confrontés les militants promus vers les positions de cadre : se former sans cesse, lire, prendre la parole, écrire, synthétiser, etc. Et ils doivent non seulement effectuer ces tâches, mobiliser ces compétences, mais le faire en position de dirigeant, avec autorité, et de plus en plus souvent hors du cadre quotidien de l'usine. Ils doivent véritablement changer de métier, d'univers et de rapport aux autres militants et ouvriers, ce que tous n'acceptent pas ou ne parviennent pas à faire.

Ces réticences multiples sont très importantes car elles montrent que les militants ne sont pas sans ressources face aux logiques d'appareil et qu'ils ne sont pas exclusivement dans une logique d'adhésion, d'obéissance ou de remise de soi au parti.

A la manière de ce que Bourdieu et Passeron relevaient à propos du système scolaire et du principe de l'examen, il convient en fait de saisir que sous le travail de sélection opéré par l'institution, il y a aussi des mécanismes d'auto-élimination, de refus du rôle<sup>31</sup>. Cela pourrait aussi rejoindre les constats de Paul Willis à propos de l'attitude à l'égard de l'école des enfants d'ouvriers<sup>32</sup>.

Dans le cas du PCF, cela rejoint les constats opérés par d'autres chercheurs, notamment par Jean-Paul Molinari qui repérait parmi les ouvriers ceux qu'il appelait les « soutiens ouvriers », adhérents à la CGT, sympathisants communistes mais toujours à distance du parti et du militantisme politique<sup>33</sup>. Julian Mischi observe les mêmes phénomènes<sup>34</sup>.

Toutefois, ces attitudes distantes, ce quant-à-soi ouvrier<sup>35</sup> resurgissent ici parmi des acteurs que l'on peut pourtant qualifier de **militants**, et de militants

---

<sup>31</sup> BOURDIEU P. et PASSERON J.-C., *La Reproduction. Eléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Editions de Minuit, 1970, p. 169-206.

<sup>32</sup> WILLIS P., *L'École des ouvriers. Comment les enfants d'ouvriers obtiennent des boulots d'ouvriers*, Marseille, Agone, 2011.

<sup>33</sup> MOLINARI J.-P., *Les Ouvriers communistes. Sociologie de l'adhésion ouvrière au PCF*, Paris, L'Harmattan, 1991.

<sup>34</sup> MISCHI J., *op. cit.*

<sup>35</sup> LUDTKE A., « Ouvriers, Eigensinn et politique dans l'Allemagne du XX<sup>e</sup> siècle », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°113, 1996.

**politiques** qui entrent au cœur de l'appareil. Cela montre aussi les limites d'un raisonnement en termes de « couronnes du parti communiste » comme le proposait Annie Kriegel (en partant des électeurs pour aller vers les adhérents, les militants puis les cadres et les dirigeants)<sup>36</sup> ou d'un raisonnement en termes de niveaux d'engagement. Cette représentation tend finalement à reprendre l'idéal partisan du militant dévoué, totalement et une fois pour toute, alors qu'en fait, il faut envisager que l'engagement et le rapport au parti sans cesse renégociés, en fonction des espaces politiques et des positions qu'y occupent les acteurs, ou de leur parcours antérieur.

### **L'exception des cadres**

Face à ces résistances, les militants qui franchissent durablement les étapes de la professionnalisation ne sont pas n'importe quels militants. Comme le disait Bourdieu il faut envisager la manière dont « certains habitus trouvent les conditions de leur accomplissement, voire de leur épanouissement dans la logique de l'appareil<sup>37</sup> », ou autrement dit il faut envisager que ce n'est pas simplement le parti qui sélectionne ses cadres mais aussi l'encadrement qui attire vers lui un certain type de militants.

De ce point de vue, les militants qui s'installent durablement dans une carrière de cadre communiste se distinguent par la concentration de caractéristiques biographiques décisives : origines populaires et le plus souvent ouvrières, forte hérédité communiste et socialisation politique précoce, notamment par le biais des organisations de jeunesse, scolarité prolongée, notamment par le biais des écoles primaires supérieures ou par des études secondaires. Ces caractéristiques offrent aux militants des dispositions très favorables pour franchir les étapes de la sélection : la précocité de l'engagement renforce l'expérience politique ; le

---

<sup>36</sup> KRIEDEL A. et BOURGEOIS G., *op. cit.*

<sup>37</sup> BOURDIEU P., « La représentation politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°36-37, février/mars 1981, p. 23.

niveau scolaire relativement élevé leur permet d'aborder plus facilement les exigences de formation et les tâches qui leur sont confiées.

Ces traits distinctifs sont également d'une grande importance pour caractériser le rapport à l'identité sociale, et en l'occurrence à l'identité ouvrière, qui définit ces militants. Un grand nombre d'entre eux ont entrevu d'autres univers sociaux, d'autres possibles professionnels, notamment à travers leur parcours scolaire : parce qu'ils ont voulu être enseignant, parce qu'ils ont été contraints d'abandonner leurs études, parce qu'ils ont effectué d'autres métiers non ouvriers ou extérieurs au monde de la grande industrie.

Très clairement, nombre d'entre eux ont été « ouvriers par choix<sup>38</sup> » et par « choix militant » au sens où ils se sont orientés vers le groupe ouvrier central de la grande industrie pour s'associer à l'identité sociale la plus valorisée par le parti. Parmi les principaux cadres de banlieue parisienne, on peut multiplier les cas de militants qui ont connu des reconversions professionnelles, qui ont suivi des formations professionnelles accélérées pour devenir ouvriers d'industrie, y compris lorsqu'ils étaient employés ou bénéficiaient d'un niveau scolaire élevé.

Les exemples individuels sont très nombreux : [Marcel Rosette](#), [Dominique Frelaut](#), [Marcel Zaidner](#), [Georges Valbon](#), [Pierre Sotura](#), [Claude Poperen](#), etc.

Dans la conclusion de ma thèse j'ai ainsi repris une formule de Tanguy Perron qui parle de « formes impures d'établissement<sup>39</sup> » pour englober, au-delà des fameux « établis » des années 1960-1970, tout ces mouvements d'orientation volontaire et militante vers le groupe ouvrier, que l'on retrouve aussi bien parmi les prêtres ouvriers que parmi les communistes<sup>40</sup>.

Il y a là un véritable terrain d'investigation à développer autour de l'articulation entre vocation militante et vocation ouvrière dans le contexte des années 1940 aux années 1970.

---

<sup>38</sup> BOULLAND P., « Sortir du rang ? », *art. cit.*

<sup>39</sup> PERRON T., « Le Territoire des images : pratique du cinéma et luttes ouvrières en Seine-Saint-Denis (1968-1982) », *Le Mouvement social*, n°230, janvier-mars 2010, p. 141.

<sup>40</sup> BOULLAND P., « Sortir du rang ? », *art. cit.*

### **Le monopole de la politique légitime**

Le dernier point sur lequel je voudrais insister est celui du débat politique interne tel que j'ai pu notamment l'aborder à travers les conférences des sections du Val-de-Marne des années 1950 aux années 1970. Les archives de la fédération comportent plusieurs dizaines de rapports sur le déroulement de ces conférences. J'ai essentiellement abordé ces documents sous l'angle de ce qu'ils manifestaient du rapport des cadres à leur propre activité et à « la base ». Ce que montrent ces rapports c'est que les cadres, chargés de conduire les débats, se situent dans un rapport professoral et scolaire à l'activité politique. Dans leur propre perception, ils sont là pour enseigner la ligne et font face à des « camarades qui comprennent ou ne comprennent pas ».

Cette attitude explicite assez directement la question des « habitus qui trouvent leur accomplissement dans le parti et dans le travail d'encadrement<sup>41</sup> » : elle permet de comprendre que les militants qui s'installent durablement dans le statut de cadre sont ceux qui y trouvent la possibilité d'exercer un certain type de travail intellectuel, d'endosser une certaine posture, tout en continuant à valoriser leur origine populaire et leur identité ouvrière originelle.

Elle montre aussi que le travail des cadres est véritablement d'imposer le monopole de la direction et le leur, sur la définition de la ligne, en d'autres termes sur la politique légitime.

### **Infrapolitique du communisme français**

Cela m'amène enfin à la question de l'histoire infrapolitique du communisme français. Qu'est-ce que j'entends par là ?

J'emprunte la notion d'infrapolitique aux travaux de James C. Scott dans son ouvrage *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*<sup>42</sup>. James C. Scott aurait sans doute pu me fournir le « quatrième étage

---

<sup>41</sup> BOURDIEU P., « La représentation politique », *art. cit.*

<sup>42</sup> SCOTT J. C., *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris, Editions Amsterdam, 2008.

de la fusée » si je ne l'avais pas découvert si tardivement. Je l'ai réintroduit en divers endroit de ma thèse mais sans généraliser les possibilités d'analyse qu'il offrait, sinon de manière un peu trop rapide dans la conclusion.

La notion d'infrapolitique permet selon moi de caractériser toutes les manifestations de résistance aux logiques d'imposition de la politique légitime et plus généralement toutes les formes de résistances aux frontières symboliques que tentent d'imposer le fonctionnement interne du Parti communiste.

Par rapport à ce que j'évoquais plus tôt, c'est par exemple tout ce qui apparaît dans le maintien d'un rapport distant à la politique et au modèle militant promu par le parti. On pourrait d'ailleurs décliner les exemples au-delà du syndicalisme, avec le cas de militants engagés dans d'autres secteurs spécifiques, par exemple celui de la gestion municipale<sup>43</sup>, du travail en direction de l'immigration ou de la jeunesse, etc.

C'est également ce qui apparaît dans les conflits hiérarchiques ou dans certains contextes de crises internes, à l'échelle locale ou micro-historique. Dans de tels contextes surgissent des discours très critiques, non pas seulement sur le plan politique ou doctrinal, mais véritablement sur des enjeux symboliques et sociaux. Ce qui s'exprime alors chez les militants « de base », c'est le sentiment d'une distance avec les cadres justement parce qu'ils sont entrés dans le domaine de la politique légitime, c'est la distance entre « eux » et « nous », avec ceux qui « sont passés de l'autre côté de la barrière », cette attitude circonspecte, ce rapport « oblique » caractéristique des classes populaires telles que les décrit Richard Hoggart dans *La culture du pauvre*<sup>44</sup>.

C'est aussi enfin ce qui apparaît dans les débats internes, lors des conférences de section, qui montrent toute la vivacité des affrontements et des oppositions exprimées par les militants face à la ligne définie par la direction, tout un

---

<sup>43</sup> BOULLAND P., « Autonomisation et contrôle des élus municipaux de banlieue parisienne (1945-1965) » in Bellanger E., Mischi J. (dir.), *Les territoires du communisme*, Armand Colin, 2013, p. 73-90.

<sup>44</sup> HOGGART R., *La culture du pauvre*, op. cit., p. 115-124.

foisonnement d'énoncés politiques en circulation parmi la base mais jamais exprimés au-delà.

Pour le dire autrement, je vais revenir sur la question du titre de mon exposé d'aujourd'hui. J'avais un temps envisagé de l'intituler « Les communistes ont-ils cru à leur parti ? », en pastichant le titre du fameux livre de Paul Veyne, *Les grecs ont-ils cru à leurs mythes ?*<sup>45</sup> L'idée n'était pas simplement de faire un bon mot, mais de reprendre le raisonnement même de Paul Veyne qui pose cette question pour mieux montrer qu'elle n'a aucun sens. Tout comme Paul Veyne parle de « régimes de vérité » multiples qui peuvent coexister ou se superposer sans être nécessairement contradictoires ou exclusifs l'un de l'autre, je pense qu'il faut aborder la question du Parti communiste en termes de pluralité des rapports au parti et plus largement de « pluralité des régimes de politisation ».

Quelques exemples, à partir des positions qui s'expriment dans les conférences de section :

Ces positions ce ne sont pas simplement voire pas du tout des avis sur la ligne ou des objections sur son contenu et ses orientations. En endossant à nouveau une posture bourdieusienne, on pourrait dire qu'il faut se départir de l'épistémocentrisme scolastique<sup>46</sup> qui place ces questions sur un terrain idéologique ou théorique. Au contraire, il faut se placer du point de vue pratique, pour envisager que ces avis expriment la volonté de voir les positions du parti répondre aux impératifs pratiques de l'appartenance et de l'action militante communiste tels qu'ils sont vécus par la base.

On voit par exemple que beaucoup de militants expriment leur inquiétude faces aux divisions ou aux dissensions au sein du Mouvement communiste international. La volonté d'unité du communisme c'est aussi celle d'une force, l'affirmation d'une nécessité du rapport de forces telle qu'elle est perçue, attendue ou projetée par les adhérents.

---

<sup>45</sup> VEYNE P., *Les Grecs ont-ils cru à leurs mythes ? Essai sur l'imagination constituante*, Paris, Seuil, 1983.

<sup>46</sup> BOURDIEU P., *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 1997.

On peut le retrouver sur d'autres questions comme celle de l'unité. Sur le plan politique, les très fortes réticences à l'égard de l'unité avec les socialistes relèvent de ce que j'ai appelé un peu rapidement une « opposition identitaire ». Il serait plus juste de dire, dans cette idée de nécessités pratiques, qu'il s'agit d'un point de vue soucieux de maintenir la force distinctive du communisme, et derrière d'une certaine forme d'intervention politique, par rapport à d'autres partis.

A l'inverse, des voix s'élèvent pour demander l'unité avec d'autres forces syndicales ou politiques. Ces demandes retraduisent les proximités ressenties dans l'action quotidienne ou des nécessités de l'action syndicale. Je pense ici à l'exemple des militants qui demandent l'unité avec Force ouvrière sur la base des rapprochements qui existent dans leur entreprise.

Dans tous les cas, ce ne sont pas des options théoriques mais des exigences pratiques étrangères aux problématiques de la direction, celles de la concurrence dans le champ politique légitime. Dans une certaine mesure, ces voix expriment un autre régime de politisation, ce que l'on pourrait appeler une « politique exécutive<sup>47</sup> », ou les formes de politisations populaires.

Pour revenir à la notion d'infrapolitique, je ne l'envisage pas simplement comme l'idée qu'il faudrait retrouver tout ce qui se disait sous la surface de l'unanimité ou de l'unité politique, ou de démontrer que le parti a fait taire des oppositions diverses.

Au contraire, il s'agit à travers cette notion de réarticuler tous les déterminants de l'histoire du Parti communiste, d'envisager la totalité du phénomène communiste et la manière dont il est totalement traversé par les enjeux politiques de la domination sociale, symbolique et politique.

Ainsi, l'histoire du Parti communiste est indéniablement celle de la légitimation d'acteurs issus des classes populaires et à ce titre traditionnellement exclus du champ politique légitime. Cette lutte a directement déterminé la forme du

---

<sup>47</sup> Michel Verret, *La culture ouvrière*, Paris, ACL-Crocus, 1988.

parti<sup>48</sup>. Ainsi, pour faire face à cette illégitimité, le communisme a fait valoir son unité organique et politique comme autant d'arguments de force. De même, comme le montrait déjà Daniel Gaxie, le dispositif d'encadrement répondait à ces contraintes de l'illégitimité :

« C'est au prix d'un contrôle social et d'une vigilance de tous les instants que les chargés de la cooptation imposent, contre les mécanismes externes qui pénètrent le parti et 'travaillent' en sens inverse, les normes de recrutement qui sont à la fois leur propre justification et le fondement le plus légitime de leur pouvoir interne.<sup>49</sup> »

Il y a bien ici un enjeu infrapolitique au sens où des acteurs ont du s'imposer face aux logiques de domination symbolique et au sens où c'est ce qui leur vaut la reconnaissance et l'adhésion d'une partie des classes populaires, pour leur capacité à « dire la vérité au pouvoir » à travers cette lutte.

Toutefois, cette conquête d'un espace politique, à défaut d'une légitimité toujours contestée, est aussi passée par la reconnaissance implicite de certains principes de classement et en particulier par la reconnaissance des frontières liées aux compétences et au capital culturels comme le montrait déjà les travaux de Bernard Pudal<sup>50</sup>.

C'est ce qui fait qu'il y a aussi un enjeu infrapolitique **interne**, qui traverse le parti. Tout le travail des cadres c'est de faire valoir cette frontière symbolique, de défendre un monopole interne sur la définition de la ligne et plus généralement du politique. Mais comme je l'ai évoqué, ce travail n'est pas un travail de conviction. C'est véritablement un travail **social**, qui passe par des pratiques sociales, comme celles que l'on observe dans les conférences de section. Mais contrairement à ce que disait Bourdieu, ce phénomène ne se

---

<sup>48</sup> GAXIE D., *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil, 1993., p. 7.

<sup>49</sup> PUDAL B., *Prendre Parti*, op. cit.

<sup>50</sup>

résume pas à un processus de délégation découlant de l'absence de ressources culturelles et symboliques.

On peut parler d'un processus de délégation du point de vue de la politique légitime instituée, mais cela ne signifie pas que les acteurs sont sans ressources et sans « valeurs refuge » face à ce processus. Leurs ressources ce sont justement celle d'un autre mode de politisation, celui de la politique exécutive, celles du groupe, de l'identité sociale, et au final de la distance à l'égard d'un certain régime de politisation.

C'est ce que j'ai voulu résumer dans la conclusion de ma thèse :

« A travers la notion d'infrapolitique, il s'agit d'aborder comment, en fonction de multiples champs de détermination, le Parti communiste a pu être à la fois un mode de subversion de l'ordre établi, un mode de politisation et un mode de régulation des contestations de l'ordre établi.<sup>51</sup> »

Je n'ai pu que survoler de multiples points ou aspects et j'ai peut-être été un peu trop vite pour ceux qui ne sont pas des experts ès communistes et je m'en excuse. Je compte donc sur vos questions pour m'aider à corriger les lacunes de mon exposé.

---

<sup>51</sup> BOULLAND P., *op. cit.*, p. 658